

Michel boucle son ajustement budgétaire sans douleur ni grimaces

Le budget 2015 du Fédéral a été remis sur les rails ce week-end. Par contre, cela rumine sec du côté des Régions, qui percevront 749 millions de moins qu'escompté en provenance de l'IPP.

BENOÎT MATHIEU
PIETER BLOMME

Par un dimanche morose et pluvieux comme la Belgique sait en concocter, certains s'adonnent aux joies du Scrabble ou de la sieste prolongée. Évidemment, quand on est ministre fédéral, le programme peut sensiblement différer. Ce week-end, les membres du gouvernement Michel ont ainsi jonglé avec les millions. C'est que l'heure du contrôle budgétaire avait sonné: 28 heures de travail, qui se sont achevées ce lundi vers les 5 heures du matin. «Mission accomplie», s'est réjoui le Premier ce lundi après-midi, alors qu'il passait en revue le détail de son budget 2015, revu et corrigé.

Fatiguée mais réjouie: voilà, en gros, la mine affichée hier par les membres de Michel & Co. Pourtant, au départ, l'exercice s'annonçait périlleux: 1,2 milliard à dénicher (merci, le dérapage de la Sécu), auquel s'ajoutaient quelque 800 millions de demandes en provenance des différents départements. Pas gagné, donc. Mais c'était sans compter sur une éclaircie de dernière minute. Encouragé par le Conseil supérieur des Finances, le gouvernement a tablé sur 1,2% de croissance pour 2015 – mieux que les 1% pris en compte par le Comité de monitoring.

Fini, l'arriéré de la Justice

Surtout – surtout –, le SPF Finances a actualisé la répartition entre niveaux de pouvoir des recettes générées par l'impôt des personnes physiques (IPP), faisant basculer la base de ses estimations de 2012 à 2013. Et

voilà donc, foi de sixième réforme de l'Etat, un bon 749 millions d'euros qui restent à l'étage fédéral et ne prennent pas la direction des Régions, qui voient donc ce montant leur passer sous le nez (396 millions pour la Flandre, 248 pour la Wallonie et 105 pour Bruxelles).

Une bonne nouvelle – pour le Fédéral s'entend bien – qui n'est arrivée aux oreilles des ministres que vendredi, dans la dernière ligne droite de la préparation du conclave. Et fait dire aux mauvaises langues que le Fédéral réalise son ajustement budgétaire sur le dos des Régions. «Il n'en est rien, assure le

ministre du Budget Hervé Jamar (MR). Nous avons dû assumer de mauvaises nouvelles, comme le dérapage de la Sécu. Et de bonnes, comme le calcul du SPF Finances. Qui ne fait qu'appliquer la loi spéciale de financement, que presque tous les partis ont approuvée.»

Quelque 232 millions d'efforts d'un côté, 230 millions de l'autre. Charles Michel (MR) insiste: l'exercice est le résultat d'un équilibre entre réduction des dépenses et nouvelles recettes. Une répartition qui revêt une certaine dose de symbolisme, les 60 millions supplémentaires tirés de la lutte contre la fraude sociale étant catalogués dans le rang

des dépenses et non des recettes. Soit. Au total, le gouvernement a dégagé 235 millions pour des nouvelles mesures structurelles (lisez: récurrentes) et 200 millions pour des opérations *one shot*. Sachant que plus de 100 millions avaient déjà été identifiés comme «dépenses inévitables», cela donne environ 330 millions de politiques véritablement neuves.

Dans cet attirail de mesures, il en est une qui mettra du baume au cœur du côté des toges et des tribunaux: après l'avoir déjà di-

minué de 60 millions il y a quelques mois, le gouvernement éponge entièrement l'arriéré

financier de la Justice (un brin plus de 100 millions). Soutien à l'horeca: le nombre de jours autorisés pour le travail occasionnel est revu à la hausse, tandis qu'une révision de la réglementation introduira plus de flexibilité pour les heures supplémentaires prestées par les travailleurs permanents du secteur. Emploi toujours: ajoutons un coup de pouce de 80 millions pour la création d'emplois à destination des jeunes, l'autorisation du travail de nuit dans le commerce électronique ainsi que la création d'un incitant fiscal, de type *tax shelter*, pour stimuler les investissements dans les *start-ups* belges.

EXPRESS

Après 28 heures de travail, le gouvernement Michel a achevé son ajustement budgétaire 2015. **Sans toucher à la TVA, ni reporter d'un an le retour à l'équilibre budgétaire** ou instaurer de mesures douloureuses frappant le portefeuille des citoyens.

L'arriéré financier de la Justice est épongé, le secteur horeca bénéficie d'un coup de main, de même que l'emploi des jeunes et l'investissement dans les *start-ups* belges.

Les Régions fulminent, qui y perdent 749 millions d'euros.

RÉACTIONS

DES FLEURS FRAÎCHES, D'AUTRES POURRIES

Le monde patronal s'est réjoui des résultats du contrôle budgétaire. «Le cap est maintenu, et *a priori*, aucune mesure nuisant à la compétitivité des entreprises n'est prise», dit la FEB qui affiche une prudence de sioux, comme les **syndicats**. Ces derniers ont préféré ne pas réagir à chaud, se réservant les premiers commentaires pour leurs comités fédéraux. La FEB épingle la politique d'accompagnement des jeunes entrepreneurs, en rappelant au passage que seuls 5,4% des Belges sont tentés de lancer leur propre entreprise. L'opposition les «manquements» de ce contrôle. «Le gouvernement se limite à colmater les brèches, constate la **cdH** Catherine Fonck, mais il ne se donne aucun moyen pour rencontrer les objectifs ambitieux de ses ministres en matière de justice ou de police.» Pour le **PS**: «il (le gouvernement) ne prend aucune mesure positive pour les citoyens, alors qu'il décide de ne pas indexer les salaires». Le PS dit aussi attendre des clarifications face au renvoi des certains efforts budgétaires aux entités fédérées. Le **PTB**, lui, parle à ce propos d'«austérité-shift» de 750 millions d'euros pour les régions. «Des coupes sociales régionales ne font pas moins mal que des coupes sociales fédérales. Il est donc assez choquant de voir les ministres fédéraux annoncer cette modalité budgétaire comme une bonne nouvelle», dit Raoul Hedebouw. **N.B.**

COMMENT LE GOUVERNEMENT MICHEL A TROUVÉ 1,4 MILLIARD D'EUROS

En millions d'euros

| | |
|---|-----|
| Moins de dotation aux Régions | 375 |
| Baisse du «buffer de sécurité» | 314 |
| Diminution des charges d'intérêts sur la dette | 80 |
| Pas de saut d'index, donc moins de corrections sociales | 74 |

Recettes

| | |
|-------------------------------------|-----|
| e.a. | |
| Boni de liquidation | 236 |
| Lutte contre la fraude | 160 |
| Taxe Caïman | 50 |
| Contribution secteur diamantaire | 50 |
| Rente sur le monopole de la Loterie | 10 |

Économies

| | |
|---|----|
| e.a. | |
| Premier emploi (moins de dépenses de chômage) | 80 |
| Frais de fonctionnement / Investissements | 25 |
| Frais d'administration des mutualités | 20 |

Total

1.441 millions €

Nouvelles politiques

| | |
|--|-----|
| Sécurité et paiement des arriérés de facture de la Justice | 200 |
| Économies moins élevées dans certains départements | 100 |
| Plan startup pour de nouvelles entreprises | 30 |

230
millions €

Le gouvernement Michel pointe 230 millions de nouvelles recettes structurelles, dont 100 en provenance de la lutte contre la fraude fiscale et 50 de l'avancement de la «taxe Caïmans».

«Michel dégage!», mot d'ordre du front syndical

Le front commun syndical a manifesté, hier, contre les mesures d'austérité et de «régression sociale» décidées par le gouvernement Michel.

MAËLLE DIDION (ST.)

La place du Luxembourg était haute en couleur hier matin à 11h. Tous ensemble, les différents syndicats, du nord comme du sud du pays, sont venus exprimer leur mécontentement contre les mesures du gouvernement Michel, qu'ils qualifient d'«austères».

Précédée d'un orchestre très joyeux qui donnait la cadence, ainsi que de quelques danseurs courageux, cette manifestation s'est déroulée dans une ambiance plutôt chaleureuse. Quelques pétards et coups de sifflet sporadiques venaient légèrement bousculer le calme du cortège. Selon les organisateurs, la cause a rassemblé presque 7.000 contestataires venus volontairement. Du côté des forces de police, le comptage s'est arrêté à 3.500.

La place du Luxembourg laissée derrière lui, le cortège a fait un premier arrêt devant le cabinet du

Premier ministre Charles Michel, vers 11h30. Drapeaux brandis, banderoles «régression: non - neen», cris, vuvuzelas, applaudissements, largement soutenus, les trois secrétaires généraux principaux du pays (FGTB, CSC, CGSLB) se sont exprimés face aux «camarades». Ils ne veulent pas «abandonner le combat!». «Tous ensemble, nous sommes convaincus que la résignation, face aux mesures de régression sociale du gouvernement Michel, n'est pas une solution», scande Philippe Van Muylder, secrétaire général de la FGTB-Bruxelles.

Plan machiavélique

En front commun, les syndicats ont protesté, notamment, contre le saut d'index (qui selon les syndicats ferait subir aux travailleurs une perte de 20.000 euros sur l'ensemble de leur carrière), pour la création d'emplois, contre la mise en disponibilité des pensionnés, ou encore pour une véritable justice fiscale. A première vue, rien de neuf par rapport aux manifestations précédentes. Mais aujourd'hui les temps ont quelque peu changé. Les syndicats sont convaincus d'une

chose: le gouvernement «ultralibéral» de Michel a un plan réfléchi, délibéré et assumé, celui de «creuser les inégalités dans le pays. Il ne s'agit plus de mesures politiques plic ploc, mais bien d'un projet de régression sociale. Le gouvernement fédéral est en train de le mettre en oeuvre», ajoute M. Van Muylder. Du côté des verts, Chris Vanmol, secrétaire

général de la CSC, affirme que «l'austérité n'a jamais résolu les problèmes. De plus en plus de gens se retrouvent dans une situation précaire. Les mesures gouvernementales imposées au prépensionnés, par exemple, sont scandaleuses. De plus, il n'y a toujours pas de tax shift (un déplacement de la charge fiscale du travail

vers le capital) qui pourrait assurer plus de justice fiscale».

Soutien, solidarité

Le message des syndicats hier se voulait porteur d'espoir. «Même si le gouvernement Michel-De Wever est devenu sourd, qu'il refuse la concertation sociale, nous allons crier encore plus fort pour être entendu. Le gouvernement a choisi son camp, celui des

nantis, mais ce n'est pas le nôtre. Nous, nous voulons protéger les travailleurs, les allocataires sociaux, ou encore les services publics», affirme M. Van Muylder, du syndicat socialiste.

«Pour la vie»

Perchée sur une barrière, participante à la manifestation, Christiane, syndiquée Setca (qui fait partie de la FGTB), soutient ce mouvement. «Quand on se syndique, c'est pour la vie. Aujourd'hui je manifeste pour mes enfants. Je me bats contre le gouvernement. Si on ne se bat pas aujourd'hui, ce sont nos enfants qui vont souffrir. Je ne veux pas qu'ils vivent dans les mêmes conditions que les jeunes dans les pays durement touchés par l'austérité, comme en Grèce. Si nous ne nous battons pas aujourd'hui, c'est ce destin qui nous attend demain», confie Christiane.

Le cortège a pris fin vers 13h sur la place de la Liberté, sous les cris des contestataires qui scandaient «Pas de solution, grève générale».

Ce mercredi les syndicats manifesteront à Liège, Namur et Charleroi, ainsi que dans les grandes villes flamandes.